Conseil communautaire du 8 décembre 2017

Débat d'Orientation Budgétaire 2018
Propos introductif de Jean-Pierre TALLIEU
Président de la Communauté d'Agglomération Royan
Atlantique

Mes chers collègues,

Avec une certaine forme d'habitude à présent, nous nous retrouvons aujourd'hui pour le Débat d'Orientations Budgétaires de l'année 2018. Vous le savez tous, c'est une étape importante qui donne le rythme et témoigne de nos ambitions pour l'année à venir.

Cet exercice nécessite d'anticiper le plus justement possible les grands équilibres à venir. Evidemment, rien n'est moins simple tant les variables que nous ne maîtrisons pas restent nombreuses.

Si un seul mot devait résumer le DOB 2018 ce serait :
« INCERTITUDE ».

Le DOB 2018 s'inscrit dans cette voie incertaine peut-être encore plus qu'à l'accoutumé. Nous ne disposons à ce jour que des informations figurant dans la Loi de Finances pour 2018 et dans le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2020, qui fait état d'un objectif annuel de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement plafonné à 1,2%. Il doit également être observé que l'Etat entend pouvoir pénaliser les collectivités, par des mesures – non précisées – portant sur leurs recettes, dès lors que l'évolution de leurs dépenses excéderait ce plafond.

Ce cadre étant posé, il nous appartient de construire des orientations budgétaires cohérentes avec nos engagements antérieurs, confirmés années après années, en faveur, d'une part, des solidarités, d'autre part, des investissements publics en faveur du développement de notre territoire, tout en veillant à la soutenabilité financière de nos engagements budgétaires.

Tous les Vice-présidents et Vice-présidentes ont été étroitement associés aux mesures et priorités retenus dans le projet de budget 2018, à commencer bien évidemment par la Commission des Finances, sous la houlette du Professeur BARRAUD et de son équipe technique pilotée par Laurent PIQUET.

Nous y reviendrons dans quelques jours lors du vote qui sera proposé à notre assemblée.

Depuis le début de cette mandature, j'ai eu maintes fois l'occasion de vous proposer de « construire ensemble un projet de territoire » et de vous inviter à vous « approprier davantage votre intercommunalité ».

Mon principal objectif était de promouvoir un travail commun et pourquoi pas d'équipe !

Au-delà de la conduite des opérations courantes, je me suis toujours évertué à conduire l'action communautaire avec l'exigence de préparer la CARA aux évolutions inéluctables de l'environnement des collectivités territoriales et à anticiper leurs conséquences.

Cet objectif bouscule nécessairement les habitudes, suscite ponctuellement et légitimement le débat mais elle permet surtout de fixer le cap, de ne pas nous arc-bouter sur des idées anciennes et de rechercher en permanence le consensus entre les priorités du présent et les exigences du futur.

Les avis divergent parfois sur le choix des priorités, sur l'équilibre à trouver entre communes et intercommunalité, sur les conditions de certains transferts et sans doute, sur bien d'autres choses. Mais peu importe ces divergences conjoncturelles si nous savons décider collégialement sur l'essentiel. Je crois que nous y parvenons en grande partie et je voulais vous remercier pour votre capacité à débattre, projeter, construire et participer au développement de la CARA d'aujourd'hui et de demain.

Comme nous l'avons déjà constaté, la prise en charge de nouvelles compétences s'accompagne inévitablement de coûts de fonctionnement supplémentaires, liés mécaniquement au changement de taille de la structure, à la spécialisation technique du transfert, ou encore nécessite des emplois dédiés pas toujours présents dans les communes.

Après une baisse de 3,4 % en 2016 et 1,6% en 2017, les dépenses des services vont augmenter de 0,6% en 2018, toutes choses égales par ailleurs. Quant aux dépenses de personnel, elles devraient augmenter d'un peu plus de 5% - soit une dizaine d'agents supplémentaires - pour les mêmes raisons. Ceci étant dit, ces coûts demeurent extrêmement maîtrisés, de l'ordre de 20% des charges de fonctionnement.

A côté de cela, j'ai souhaité que le soutien de l'intercommunalité en faveur de ses communes-membres soit maintenu, sachant combien cette solidarité en faveur des budgets communaux est vitale, particulièrement pour les plus petites communes. Mieux encore, pour garantir à toutes, un niveau de dotation de solidarité constant, il vous a été proposé de flécher les montants communaux dans le cadre de l'attribution de compensation à partir de l'exercice 2018. L'enveloppe destinée aux fonds de concours de 1,1 million d'euros sera reconduite en 2018.

Nous avons dû en 2017, et pour la première fois depuis 2010, activer le levier fiscal que nous avons «atténué» par des allègements dans les secteurs de l'assainissement et des déchets.

En 2018, la fiscalité restera constante et les taux votés par la CARA demeureront, pour l'essentiel, inférieurs aux moyennes des autres communautés d'agglomération.

En termes de compétences, l'année 2018 verra le début de la gestion opérationnelle des zones d'activités économiques. L'affirmation du rôle de chef de file désormais dévolu à la CARA pour ce qui les zones d'activités économiques et l'immobilier d'entreprise nous impose une exigence : celle de rendre nos zones d'activités existantes plus qualitatives, plus cohérentes et plus lisibles. Cela passera par la mise en œuvre, dès 2018, d'une programmation de travaux établie sur plusieurs années. Compte tenu de l'ampleur de la tâche, nous aurons à établir – par convention et selon les modalités arrêtées par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charge – des protocoles d'entretien avec les communes concernées qui en manifesteraient le désir. C'est une forme de mutualisation de service gagnant-gagnant, que je souhaiterai pouvoir développer davantage.

Dans le même ordre d'idée, nous sommes déjà sollicités par des entreprises pour soutenir la création à Royan, de la Maison des Entreprises, espace partagé indispensable à l'émergence des métiers de demain.

Ce sera le premier chantier lié à l'aménagement du quartier de l'Electricité, que nous déroulerons en partenariat avec la ville de Royan.

Dans quelques jours, je vous proposerai également d'adopter le « projet économique de territoire » qui vise à faire de l'agglomération Royan Atlantique, une destination attractive et reconnue. Pour y parvenir quatre objectifs :

- Conforter le tissu économique existant et pérenniser les emplois
- Diversifier et faire monter en gamme et en qualité l'économie locale
- Ouvrir l'économie locale à de nouveaux horizons, de nouveaux investisseurs, de nouvelles clientèles
- Développer l'emploi et les compétences.

Enfin nous aurons, communes et communauté, à fixer ensemble avant le 31 décembre 2018, les règles de répartition des actions en faveur de la politique locale du commerce, figurant dans les compétences de la CARA.

Développer l'attractivité économique permet bien évidemment de produire de la richesse.

Mais la concurrence des territoires, inévitable, nous oblige aussi à offrir des services et un cadre de vie plus qualitatif, plus harmonieux, qui demain s'inscrira dans un parcours résidentiel pertinent.

Pour cela, je vous proposerai de travailler sur une refonte de notre politique de l'habitat qui, nous le constatons au fil des exercices, nous échappe. Pour les promoteurs, le soutien communautaire est devenu un droit de tirage ! Collectivités et habitants seraient indéniablement gagnants si nous sortions d'une règle purement mathématiquement pour orienter nos aides, notamment vers l'amélioration énergétique, la rénovation des logements en centre-ville ou centre-bourg, et un ensemble de dispositions plus qualitatives et mieux intégrées au tissu bâti existant.

J'ai également entendu les souhaits exprimés par plusieurs communes, de voir la CARA se saisir d'une réflexion quant à la problématique de la règle de 25% de logements sociaux dans les communes SRU. J'y souscris, sans engagement financier supplémentaire de l'intercommunalité.

De même, nous adopterons tout à l'heure, le « schéma communautaire en faveur de l'intégration des familles dans leur environnement ». Ce schéma fonctionnera sur le principe des appels à projets. Il s'inscrit dans le cadre de la compétence optionnelle d'intérêt communautaire « action sociale » et fixe de nouvelles règles transitoires autour de deux objectifs :

- Anticiper les changements inéluctables des politiques en direction de l'accueil et l'animation de la jeunesse qui induit fatalement un repositionnement aussi bien de la CARA que des communes et SIVOM concernés.
- Travailler ensemble un nouveau cadre transitoire permettant de définir une véritable politique en direction des familles et une nouvelle contractualisation entre la CARA, les communes et SIVOM.

Autre priorité à partir de 2018 : l'aménagement numérique du territoire. Le plan de déploiement a été construit à la CARA avec l'objectif de rendre accessible à tous et partout le très haut débit. Cela se traduit par un engagement concret en faveur de la ruralité. Il n'y aura à terme, à l'horizon 2022, aucune zone blanche sur le territoire de la CARA.

C'est le Conseil Départemental qui, par l'intermédiaire du Schéma Départemental d'Aménagement Numérique, pilote le projet.

L'appel d'offres a permis de faire jouer à plein la concurrence et faire chuter de manière inespérée les participations financières des collectivités. Le projet devrait même être désormais totalement financé par le Conseil Départemental 17, sans contribution des EPCI.

La CARA sera également partenaire du Conseil Départemental dans la mise en œuvre de sa nouvelle compétence portuaire, issue de la loi NOTRe. Au 1^{er} janvier 2018, deux syndicats mixtes, créés par un arrêté préfectoral du 23 novembre 2017 entreront en action. L'un sera positionné sur le bassin de la Seudre et réunira également la Communauté de Communes de Marennes.

L'autre, sur la rive droite de la Gironde, s'organisera dans un premier temps autour des ports de Royan et Les Mathes-La Palmyre. Il s'enrichira, au fur et à mesure des transferts du Grand Port Maritime de Bordeaux vers le Département, des autres ports de la CARA.

A très court terme, Port Maubert et Vitrezay, situés sur le territoire de la Communauté de Communes de Haute-Saintonge, devraient grossir les rangs d'une structure qui disposera de tous les atouts pour en faire une exceptionnelle destination pour les croisières, le cabotage et le développement des liaisons maritimes rapides vers Bordeaux.

En faisant référence aux intercommunalités voisines, je reviens sur ce qui sera désormais « le » modèle de référence du fonctionnement des intercommunalités entre elles et avec les autres niveaux de collectivités : le réseau. Cette pratique est déjà inscrite dans les gènes de la Nouvelle Aquitaine.

Nos contrats sont le fruit de collaborations diverses. D'une part avec la Communauté d'Agglomération de Rochefort et la CDC de Marennes pour porter les contrats de ruralité et de territoire ; d'autre part avec les communautés de Saintes, Cognac et Angoulême, dans le cadre du réseau de coopération Val des Charentes-Océan.

Nos collaborations déjà anciennes avec la Communauté de Communes de Haute-Saintonge, celle de l'Estuaire (Gironde) et les 4B (Charente) dans les domaines de la culture et du tourisme, vont trouver un nouvel souffle avec des projets autour de l'énergie et de la GEMAPI.

Derrière ce vocable peut explicite, se cache une nouvelle compétence complexe, multiforme et lourde de conséquences pour le territoire de la CARA. La GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations va devoir faire l'objet d'arbitrages fondamentaux en termes de moyens techniques et financiers, de responsabilité juridique et de gouvernance !

L'Assemblée Nationale a récemment introduit quelques assouplissements dans la mise en œuvre et la participation éventuelle des Départements qui disposent aujourd'hui dans leurs personnels de compétences techniques avérées. Je compte sur votre participation pour porter cette nouvelle compétence et définir rapidement notre programme d'action, en espérant que la dérogation calendaire offerte l'an dernier pour voter la taxe de séjour s'applique en 2018, à la taxe GEMAPI.

La prise en charge de ces nouvelles compétences viendra s'ajouter aux autres projets inscrits au budget 2018 :

- La construction d'un dépôt de bus à Royan 2 dans la perspective du renouvellement de la DSP transports
- Le déploiement du projet de gare intermodale à Saujon
- La commercialisation de la zone d'activité « les Justices » à Arvert
- Le démarrage de la construction de la gendarmerie à La Tremblade
- La construction d'une déchetterie mixte (particuliers et professionnels) à Arvert
- La programmation d'un centre technique à Saint-Sulpice et d'un site administratif à Saint-Palais pour y regrouper les services de la CARA.

D'autres projets, susceptibles d'être soumis à l'application de la Loi Littoral, feront l'objet de discussions internes.

Nous aurons de plus en plus à faire des choix. Ce ne seront pas toujours des choix de conviction mais souvent des choix de responsabilité.

Au 1^{er} janvier 2018, la CARA regroupera 33 communes et non plus 34, du fait de la fusion entre Floirac et Saint-Romain sur Gironde : mariage de raison, mais certainement aussi alliance objective, et consentie par les deux partis qui continueront à siéger ensemble à la CARA.

Mes chers collègues, vous le voyez, il est clair que l'action publique à l'échelle pertinente appelle à une nouvelle vision stratégique par une optimisation des ressources et des dépenses. Il n'en demeure pas moins que l'investissement public doit générer de l'espérance et porter une vision collective. Vous connaissez ma pensée : anticiper plutôt que subir le changement et le faire de la manière la plus transversale et la plus collective qui soit.

Continuons à être audacieux. Ensemble.

Je vous remercie de votre écoute.

Place au déroulé du DOB, je donne maintenant la parole à Vincent BARRAUD.